

Perspectives économiques provinciales

Normalisation de la croissance après une année 2017 exceptionnelle

Beata Caranci, première vice-présidente et économiste en chef | 416-982-8067

Derek Burleton, vice-président et économiste en chef adjoint | 416-982-2514

James Marple, directeur et économiste principal | 416-982-2557

Michael Dolega, directeur et économiste principal | 416-983-0500

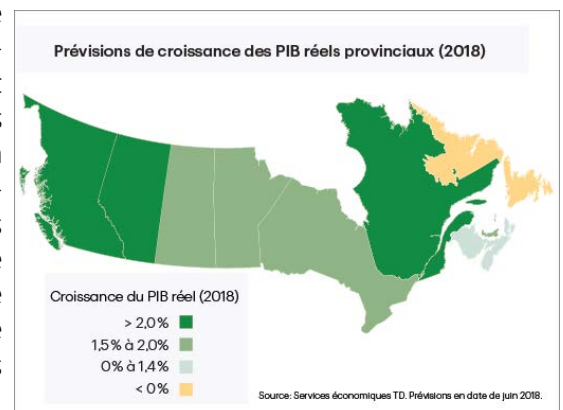
Rishi Sondhi, économiste | 416-983-8806

19 juin 2018

Faits saillants

- Les économies provinciales ont connu une année impressionnante, et seules trois provinces ont affiché une croissance sous les 3 %.
- Les taux de croissance reflètent une divergence soutenue et importante entre les différentes conditions économiques à l'échelle du pays. Sur le plan des conditions relatives, l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard mènent le bal, tandis que l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador remontent lentement des profondeurs de la récente récession causée par la chute des prix des produits de base.
- Au cours des prochaines années, nous nous attendons à ce que cet écart entre les économies se rétrécisse graduellement; les taux de croissance des provinces devraient ainsi converger dans la fourchette plus modérée des 1,5 % à 2,5 %.
- Les politiques commerciales protectionnistes, la hausse des taux d'intérêt et l'étroitesse du marché du travail font partie des facteurs qui contribueront globalement à normaliser les taux de croissance par rapport à ceux de l'an dernier.

L'année 2017 sera considérée comme une des années ayant connu les plus fortes croissances provinciales généralisées depuis le tournant du siècle, étant donné que seules trois provinces ont enregistré une expansion sous les 3 %. Toutefois, si on s'attarde uniquement sur les taux de croissance, on peut remarquer une divergence marquée et persistante dans les conditions économiques globales. Les économies de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard ont continué de mener le bal, tandis que les provinces dont l'économie repose sur les produits de base se relèvent à peine de la récente récession liée à cette catégorie de produits. Les performances régionales devraient continuer de se rapprocher pendant les deux prochaines années, la plupart des provinces reprenant un rythme de croissance plus modéré après avoir connu une année 2017 effervescente en raison d'une marge de capacités excédentaires au sein de l'économie très faible, voire inexistante, de politiques commerciales protectionnistes (particulièrement aux États-Unis) et de la hausse des taux d'intérêt.



2017 nous a réservé une agréable surprise

La présente édition des Prévisions économiques provinciales tient compte des estimations du PIB par industrie récemment publiées pour 2017, qui dressent un portrait représentatif de l'activité de l'an dernier du point de vue des dépenses. On remarque particulièrement le rebond soudain de l'activité dans deux provinces productrices de pétrole, soit l'Alberta (+5 %) et la Saskatchewan (+3 %), ainsi que la croissance à Terre-Neuve-et-Labrador (+2 %), qui est demeurée dans le vert pour une deuxième année consécutive grâce à la montée de la production de pétrole brut. Ces provinces et le Québec – dont l'économie est sur une lancée depuis peu – ont contribué le plus à la croissance économique du Canada l'an dernier. Pour leur part, la Colombie-Britannique et l'Ontario ont affiché une vigueur soutenue, malgré la volatilité du marché du logement, et enregistré une croissance économique d'au moins 3 % pour une quatrième année consécutive. Pour terminer, notons que le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard sont restés au-dessus de la tendance.

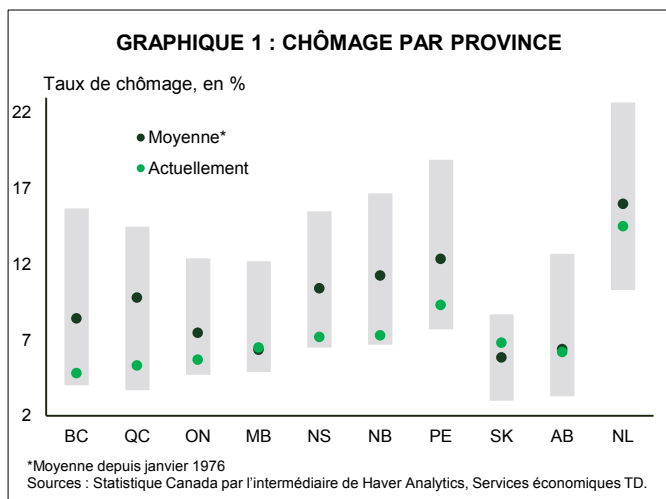
Croissance sur la voie de la normalisation

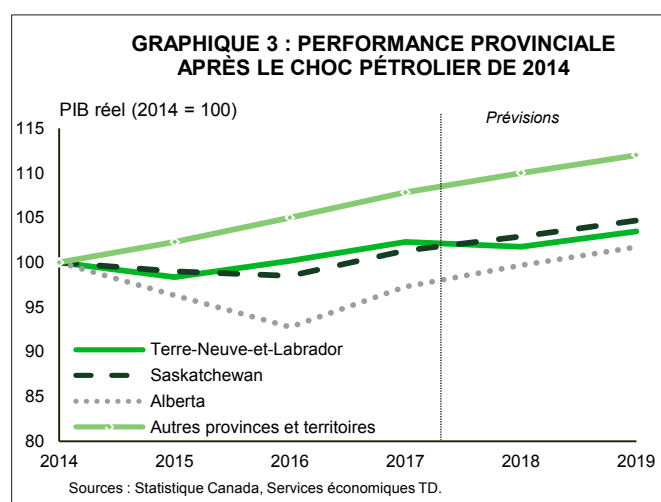
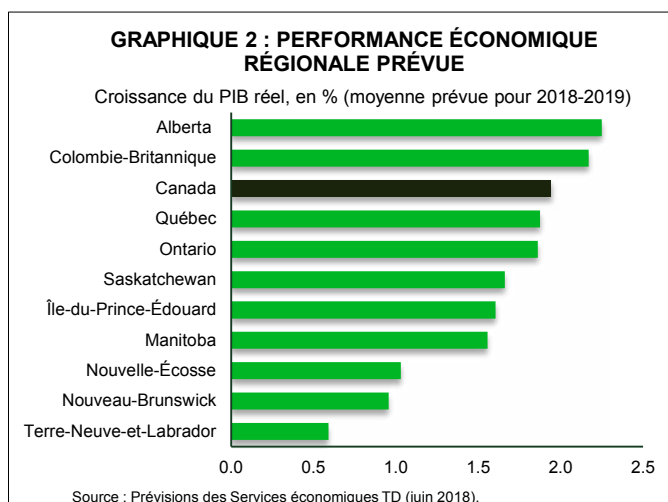
La répétition de ces rendements exceptionnels sera un exploit difficile à répéter. Toutefois, nos prévisions annonçant un retour à des taux de croissance plus durables en 2018-2019 sont renforcées par les facteurs économiques ci-dessous.

- *Diminution de la marge de capacités excédentaires* : Bien que les signes caractéristiques d'un resserrement de l'économie ne soient pas uniformes d'un bout à l'autre du pays, les taux de chômage provinciaux se situent dans la tranche inférieure de la

fourchette de 30 ans dans la plupart des régions. De plus, les taux de poste vacant sur le marché du travail, signe révélateur de l'accentuation de la disparité entre les compétences détenues et recherchées, ont augmenté dernièrement. Les entreprises réagissent en haussant les salaires, en utilisant divers programmes d'immigration et en augmentant leur budget pour des technologies à faible main-d'œuvre. Bien que ces mesures puissent aider à relever la production, elles ne peuvent pas surmonter les limites fondamentales de l'économie qui sont liées à la hausse de la population active et à l'augmentation de l'efficacité.

- *Réglementation plus rigoureuse du crédit* : Le marché du logement est en baisse depuis le début de l'année en raison d'un durcissement de la ligne directrice B-20 du BSIF. D'ailleurs, le repli des ventes après l'entrée en vigueur des modifications a été prononcé, particulièrement dans les marchés les plus chers de la Colombie-Britannique et de l'Ontario. En revanche, les données de l'Association Canadienne de l'Immeuble (ACI) pour le mois de mai laissent entrevoir une certaine stabilité à venir. Même si les effets de la ligne directrice B-20 sont en train de s'estomper, les taux hypothécaires vont continuer à monter. Bien qu'on puisse s'attendre à ce que la Banque du Canada augmente ses taux prudemment, elle continuera néanmoins à éliminer graduellement les accommodements monétaires. En outre, la montée de l'inflation aux États-Unis incitera la Réserve fédérale américaine à resserrer ses politiques, ce qui touchera les marchés obligataire et hypothécaire du Canada.
- *Incertitude à l'égard du commerce* : L'imposition récente de tarifs douaniers par les États-Unis sur les exportations canadiennes d'acier et d'aluminium ainsi que les mesures de représailles du Canada mineront la croissance, principalement au Québec et en Ontario. Jusqu'à présent, les effets négatifs sur la croissance en 2018 ont été largement compensés par un vent d'investissements et de dépenses plus fort qu'anticipé dans le pays. Toutefois, si les tarifs douaniers sont maintenus, les effets néfastes se feront sentir davantage. De plus, la perspective d'une guerre commerciale demeure un risque important pour l'économie du pays et de presque toutes les provinces, tout particulièrement celles formant le cœur de l'industrie manufacturière du Canada, et la confiance des investisseurs devrait en pâtir.





Abstraction faite de ces facteurs défavorables, les économies des provinces semblent sur la bonne voie pour afficher un rendement acceptable à court et moyen terme. Parmi les facteurs favorables se trouvent la perspective d'investissements de taille dans les industries axées sur le marché intérieur et l'augmentation des salaires, qui apportera un soutien continu aux dépenses des ménages. Le contexte extérieur à court terme montre également certains signes encourageants. Les perspectives de croissance de l'économie américaine pour 2018 ont été revues à la hausse, ce qui devrait profiter aux exportateurs canadiens. De plus, les cours du pétrole ont été plus élevés que prévu, ce qui devrait donner un essor à court terme à l'Alberta, à la Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador.

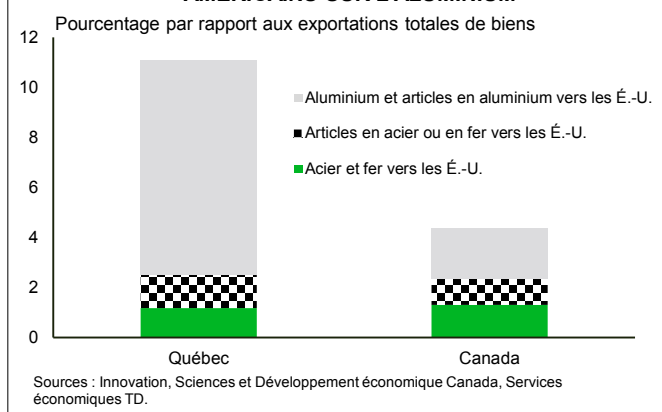
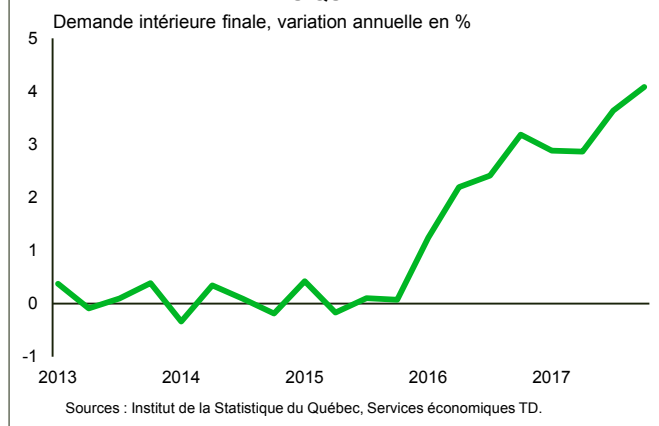
Rétrécissement graduel des divergences régionales

Le rendement de l'an dernier de l'Alberta et, dans une moindre mesure, de la Saskatchewan peut nous amener à croire que la reprise est vigoureuse. Toutefois, en regardant de plus près, il devient évident que ce n'est pas le cas. Par exemple, le PIB réel de l'Alberta est encore inférieur à ce qu'il était en 2014, et la baisse du PIB en 2015-2016 a été plus marquée que celle de la Grande Dépression. Même si le taux de chômage de la province a été ramené à près de 6 %, après avoir atteint un sommet de 9 % pendant la récession, il reste environ 1,5 point de pourcentage plus élevé qu'avant la récession. Les économies de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador roulent aussi à un rythme relativement faible par rapport à leur tendance historique.

Les performances budgétaires des provinces mettent en lumière des différences notables, et les gouvernements de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador devraient être confrontés à d'importants déficits dans les années à venir. En revanche, le Québec, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique ont enregistré des surplus au cours du dernier exercice financier. En Ontario, on attend de savoir si (et dans quelle mesure) le gouvernement nouvellement élu prévoira un déficit pour remplir ses promesses quant aux impôts et aux dépenses faites pendant la campagne électorale. Au-delà du court-terme, les taux de croissance économique des provinces devraient converger vers une fourchette plus étroite en 2019, lorsque des facteurs d'ordre structurel commenceront à prendre le dessus sur les mouvements cycliques découlant des ajustements aux politiques en matière de logement et des fluctuations des cours du pétrole.

Prévisions de croissance solide au Québec

On estime que l'économie du Québec a progressé à un taux remarquable de 3,1 % en 2017 – le rythme le plus rapide depuis l'époque exaltante de la bulle technologique à la fin des années 1990. La croissance du PIB a ralenti énormément au quatrième trimestre, malgré une amélioration de certains facteurs sous-jacents. Par exemple, la demande intérieure a bondi d'environ 5 % (taux annualisé) au cours du trimestre. Et même si les échanges commerciaux nets ont pesé sensiblement sur la croissance, celle-ci a pu compter surtout sur une hausse solide des importations, alimentée par une excellente situation intérieure. En fin de compte, le Québec profitait d'une certaine vigueur

GRAPHIQUE 4 : PLUS GRANDE EXPOSITION DES EXPORTATIONS DU QUÉBEC AUX TARIFS AMÉRICAINS SUR L'ALUMINIUM

GRAPHIQUE 5 : DEMANDE INTÉRIEURE FINALE DU QUÉBEC

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES : QUÉBEC

[Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire]

	2017	2018	2019
PIB réel	3.1	2.2	1.6
PIB nominal	5.3	3.8	3.6
Emplois	2.2	1.2	0.5
Taux de chômage (%)	6.1	5.5	5.5
Indice des prix à la consommation	1.1	2.2	2.0
Commerce de détail	5.5	4.2	3.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	46.1	48.1	44.6
Prix moyen de revente des maisons	4.4	4.3	4.3
Ventes de maisons existantes	5.7	5.0	5.6

Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

de son économie au début de l'année. Nous prévoyons que la croissance sera moins forte qu'en 2017, sous l'effet d'une hausse des contraintes de capacité et d'une diminution des capacités excédentaires au sein de l'économie. Cela dit, la croissance devrait quand même se situer autour de 2 % pour la période 2018-2019.

Après avoir été extrêmement élevée en 2017, la croissance de l'emploi s'essouffle, principalement à cause d'un ralentissement de la création d'emplois à temps partiel. La hausse du nombre d'emplois à temps plein a été beaucoup plus marquée, et les salaires ont augmenté à un rythme raisonnable, ce qui devrait bien soutenir les dépenses de consommation. Néanmoins, dans un contexte de relèvement des taux d'intérêt, il apparaît peu probable que la croissance de l'emploi soit aussi importante que celle de l'an passé.

L'activité immobilière s'est plutôt bien portée au Québec, comme le montrent les ventes du premier trimestre en

recul de « seulement » 2 %, résultat de la mise à jour de la ligne directrice B-20 et des augmentations récentes des coûts d'emprunt. Pour 2018, nous prévoyons une hausse des ventes, les excellentes conditions des marchés de l'emploi compensant amplement l'effet d'une diminution de l'abordabilité sur la demande. Grâce à la montée des prix, la construction résidentielle devrait rester vigoureuse cette année; il serait toutefois surprenant qu'elle dépasse les niveaux très élevés de 2017. Les activités de construction du vaste projet hydroélectrique de la Romaine commencent à ralentir, ce qui devrait exercer une pression à la baisse sur les dépenses en construction non résidentielle.

Même si les exportateurs devraient profiter d'une forte demande étrangère, de nombreux défis se posent au chapitre du commerce international. Les négociations de l'ALENA continuent de brouiller les perspectives. Sans compter que le Québec sera probablement touché de façon disproportionnée par les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium imposés par les États-Unis, compte tenu de la taille des exportations de la province (environ 11 % du total – principalement dans l'aluminium). Même si on prévoit que l'incidence économique des tarifs douaniers sera d'environ 0,1 ou 0,2 point, l'aide financière offerte aux producteurs par le gouvernement du Québec devrait limiter l'impact.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	2.9	1.0	1.4	3.0	2.0	1.8
T.N.L.	-0.9	-1.7	1.9	2.1	-0.5	1.7
Î.P.É.	0.3	1.3	2.3	3.2	2.0	1.3
N.É.	1.1	1.4	0.8	1.2	1.1	1.0
N.B.	0.1	2.4	1.2	1.9	1.0	0.9
Québec	1.8	1.0	1.4	3.1	2.2	1.6
Ontario	2.7	2.9	2.6	2.8	1.9	1.8
Manitoba	2.1	1.3	2.2	2.9	1.8	1.5
Sask.	2.1	-1.0	-0.5	2.9	1.6	1.8
Alberta	6.2	-3.7	-3.7	4.9	2.5	2.0
C.B.	3.7	3.5	3.5	3.9	2.4	1.9

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) NOMINAL						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	4.9	0.2	2.0	5.4	4.2	4.0
T.N.L.	-0.5	-11.5	2.6	5.7	3.3	4.1
Î.P.É.	1.7	3.9	4.0	5.0	4.1	3.3
N.É.	2.9	2.1	2.8	2.7	2.9	3.0
N.B.	1.8	2.0	3.6	4.4	3.1	3.2
Québec	3.0	2.4	2.7	5.3	3.8	3.6
Ontario	4.4	5.0	4.3	4.5	3.9	3.9
Manitoba	3.1	3.3	2.3	4.6	4.0	3.5
Sask.	-0.4	-5.4	-4.0	6.4	4.9	4.7
Alberta	10.0	-12.0	-4.9	8.2	5.9	5.0
C.B.	5.7	4.0	4.8	6.2	4.2	3.7

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

EMPLOI						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	0.6	0.9	0.7	1.9	1.1	0.6
T.N.L.	-1.9	-1.0	-1.4	-3.7	-0.4	-0.2
Î.P.É.	-0.5	-0.9	-2.2	2.9	2.2	0.0
N.É.	-1.1	0.1	-0.4	0.7	1.2	-0.1
N.B.	-0.2	-0.5	-0.1	0.4	0.5	0.0
Québec	-0.1	1.0	0.9	2.2	1.2	0.5
Ontario	0.8	0.7	1.1	1.8	1.2	0.5
Manitoba	0.1	1.5	-0.5	1.6	0.5	0.9
Sask.	1.0	0.6	-0.9	-0.1	0.0	1.0
Alberta	2.2	1.2	-1.6	1.0	1.8	1.4
C.B.	0.6	1.3	3.1	3.7	0.6	0.5

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

TAUX DE CHÔMAGE						
Annuel, pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	6.9	6.9	7.0	6.3	5.9	5.9
T.N.L.	11.9	12.8	13.4	14.8	14.4	14.7
Î.P.É.	10.6	10.4	10.7	9.8	10.3	10.3
N.É.	9.0	8.6	8.3	8.4	7.7	8.1
N.B.	9.9	9.8	9.5	8.1	8.1	8.3
Québec	7.7	7.6	7.1	6.1	5.5	5.5
Ontario	7.3	6.8	6.5	6.0	5.7	6.0
Manitoba	5.4	5.6	6.1	5.4	5.8	5.4
Sask.	3.8	5.0	6.3	6.3	6.0	5.6
Alberta	4.7	6.0	8.1	7.8	6.4	6.1
C.B.	6.1	6.2	6.0	5.1	4.8	4.9

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	1.9	1.1	1.4	1.6	2.5	2.3
T.N.L.	1.9	0.4	2.7	2.4	2.3	2.3
Î.P.É.	1.6	-0.6	1.2	1.8	2.4	2.4
N.É.	1.7	0.4	1.2	1.1	2.5	2.3
N.B.	1.5	0.5	2.2	2.3	2.5	2.2
Québec	1.4	1.1	0.7	1.1	2.2	2.0
Ontario	2.3	1.2	1.8	1.7	2.5	2.3
Manitoba	1.8	1.2	1.3	1.6	2.9	2.2
Sask.	2.4	1.6	1.1	1.7	2.5	2.3
Alberta	2.6	1.2	1.1	1.5	2.4	2.2
C.B.	1.0	1.1	1.9	2.1	2.5	2.1

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

COMMERCE DE DÉTAIL						
Variation annuelle en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	5.1	2.6	5.2	7.1	3.1	3.6
T.N.L.	3.7	0.7	0.4	2.4	0.2	3.2
Î.P.É.	3.5	2.6	7.3	6.3	5.1	3.9
N.É.	2.8	0.2	4.7	7.8	3.4	2.7
N.B.	3.7	2.2	2.1	6.8	1.7	2.9
Québec	2.6	1.9	6.6	5.5	4.2	3.2
Ontario	5.7	5.3	6.9	7.7	3.5	3.8
Manitoba	4.2	1.3	3.7	7.8	0.1	4.0
Sask.	4.7	-3.3	1.5	4.1	1.0	4.3
Alberta	7.9	-4.0	-1.1	7.1	2.4	4.3
C.B.	6.3	7.0	7.7	9.3	2.7	3.5

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER						
Milliers d'unités						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	189.1	193.6	197.9	220.3	205.9	197.5
T.N.L.	2.3	1.8	1.6	1.4	1.5	1.2
Î.P.É.	0.5	0.5	0.5	1.0	0.7	0.8
N.É.	3.1	3.9	3.7	4.0	4.0	3.6
N.B.	2.3	1.9	1.8	2.3	1.7	1.8
Québec	39.1	36.7	38.6	46.1	48.1	44.6
Ontario	58.6	69.0	74.8	80.1	74.0	74.9
Manitoba	6.2	5.6	5.3	7.6	5.8	4.6
Sask.	8.3	5.2	4.8	5.0	3.0	3.2
Alberta	40.6	37.5	24.6	29.3	28.0	28.9
C.B.	28.3	31.5	42.1	43.5	39.1	33.8

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Sources : SCHL / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER						
Variation en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	0.6	2.4	2.2	11.3	-6.6	-4.1
T.N.L.	-21.3	-18.1	-15.9	-10.1	10.6	-24.8
Î.P.É.	-18.5	3.7	0.0	80.6	-31.8	24.4
N.É.	-21.7	26.2	-4.2	9.4	-2.2	-8.1
N.B.	-17.8	-16.1	-5.0	22.9	-25.2	4.3
Québec	3.9	-6.2	5.3	19.4	4.3	-7.3
Ontario	-3.8	17.8	8.5	7.1	-7.6	1.2
Manitoba	-17.6	-10.2	-4.5	43.6	-24.3	-20.5
Sask.	-0.1	-37.6	-6.0	2.4	-38.9	6.9
Alberta	12.5	-7.5	-34.5	19.3	-4.5	3.3
C.B.	4.4	11.4	33.7	3.4	-10.1	-13.5

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Sources : SCHL / Haver Analytics.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES						
Milliers d'unités						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	484.6	510.7	540.8	515.6	450.1	482.3
N. & L.	4.2	4.2	4.1	3.9	3.8	3.9
P.E.I.	1.4	1.7	2.1	2.1	2.0	2.1
N.S.	9.1	9.4	10.1	10.6	11.4	11.9
N.B.	6.3	6.7	7.4	7.9	7.5	7.6
Québec	70.6	74.1	78.1	82.6	86.7	91.6
Ontario	206.1	226.2	245.4	222.0	178.3	193.4
Manitoba	13.8	14.0	14.5	14.4	13.8	14.5
Sask.	13.5	12.0	11.3	11.1	10.8	11.7
Alberta	75.1	59.3	54.8	57.2	53.1	57.7
C.B.	84.1	102.5	112.2	103.8	82.7	87.8

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES						
Variation en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	6.2	5.4	5.9	-4.7	-12.7	7.2
T.N.L.	-3.4	2.2	-3.9	-4.0	-2.3	2.8
Î.P.É.	-0.5	19.1	22.2	4.2	-8.3	8.4
N.É.	-0.6	3.4	7.7	4.8	7.4	4.3
N.B.	-0.1	6.5	11.1	6.9	-5.3	1.0
Québec	-0.8	5.0	5.4	5.7	5.0	5.6
Ontario	4.0	9.7	8.5	-9.6	-19.7	8.5
Manitoba	0.4	1.7	3.8	-0.8	-4.3	4.8
Sask.	2.7	-10.8	-5.6	-2.5	-2.4	8.7
Alberta	11.4	-21.0	-7.6	4.3	-7.2	8.8
C.B.	15.2	21.9	9.5	-7.5	-20.3	6.2

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS						
Milliers de \$C						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	407.5	441.0	487.1	507.0	483.1	500.3
T.N.L.	285.4	277.0	257.8	251.7	243.6	248.6
Î.P.É.	165.8	164.0	178.9	204.0	214.1	224.0
N.É.	214.4	218.7	221.7	229.0	240.9	250.9
N.B.	161.0	159.2	161.0	165.7	171.4	178.1
Québec	268.1	271.9	280.5	292.9	305.6	318.8
Ontario	428.8	460.7	531.1	578.3	559.0	580.8
Manitoba	264.7	268.2	276.3	285.7	290.7	302.6
Sask.	303.1	301.2	299.0	292.6	289.8	298.7
Alberta	401.6	393.7	395.0	395.9	385.7	386.1
C.B.	570.5	637.2	681.3	704.6	704.5	726.5

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS						
Variation en pourcentage						
	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P
CANADA	6.8	8.2	10.4	4.1	-4.7	3.6
T.N.L.	0.6	-2.9	-6.9	-2.4	-3.3	2.1
Î.P.É.	6.9	-1.1	9.1	14.0	5.0	4.6
N.É.	-0.2	2.0	1.4	3.3	5.2	4.2
N.B.	-0.2	-1.1	1.1	2.9	3.4	3.9
Québec	0.2	1.4	3.1	4.4	4.3	4.3
Ontario	6.8	7.4	15.3	8.9	-3.3	3.9
Manitoba	1.5	1.3	3.0	3.4	1.8	4.1
Sask.	5.4	-0.6	-0.7	-2.1	-1.0	3.1
Alberta	5.6	-2.0	0.3	0.2	-2.6	0.1
C.B.	6.1	11.7	6.9	3.4	0.0	3.1

P : Prévission des Services économiques TD, juin 2018.
Source : Association canadienne de l'immeuble.

Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.